

Unterrichtung

durch die Präsidentin des Deutschen Bundestages

Beschluss der Deutsch-Französischen Parlamentarischen Versammlung vom 16. Juni 2025 für eine Europäische Energieunion

Die Deutsch-Französische Parlamentarische Versammlung hat in ihrer Sitzung am 16. Juni 2025 den dieser Unterrichtung als Anlage beigefügten Beschluss mit dem Titel „Energisch voran! Deutsch-Französische Impulse für eine Europäische Energieunion“ gefasst. Gemäß Artikel 7 Absatz 2 des Deutsch-Französischen Parlamentsabkommens befassen sich der Deutsche Bundestag und die Assemblée nationale im Rahmen ihrer jeweiligen Verfahren durch ihre Organe zeitnah mit den von der Versammlung gefassten Beschlüssen.

Berlin, den 25. Juli 2025

Julia Klöckner

Anlage



Dokument Nr.
Documnt n°

2025/1

**Délibération
du 16 juin 2025**

Allons de l'avant avec énergie ! Impulsions franco-allemandes pour une Union européenne de l'énergie

Conclusions du groupe de travail « Souveraineté énergétique » de l'Assemblée parlementaire franco-allemande

Introduction

À la suite de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, l'Europe fait face à d'importants défis dans le domaine de son approvisionnement en énergie. Ces défis viennent s'ajouter à ceux de la transition énergétique et de la réalisation des objectifs climatiques de l'accord de Paris. Le développement accéléré des énergies renouvelables est une opportunité unique pour réduire les risques de volatilité des prix liés à la dépendance aux énergies fossiles et à leur raréfaction, d'autant plus que la coordination commune des infrastructures énergétiques continue de progresser dans l'Union européenne. Garantir la sécurité d'approvisionnement et poursuivre la transition énergétique vers la neutralité climatique, dans des conditions plus difficiles, tout en maintenant les prix de l'énergie abordables pour les ménages et compétitifs pour les entreprises restent des priorités. Ce double défi se pose dans une égale mesure pour tous les États membres de l'Union européenne, pour que l'Europe puisse atteindre la neutralité climatique dans des conditions difficiles et rester dans le même temps une zone économique attractive. La crise énergétique a montré que la dépendance aux énergies fossiles fait peser des risques incalculables sur les coûts. La coopération entre les États européens et la coopération

**Beschluss
vom 16. Juni 2025**

Energisch voran! Deutsch-Französische Impulse für eine Europäische Energieunion

Schlussfolgerungen der AG Energiesouveränität der DFPV

Einleitung

Infolge des russischen Angriffskriegs gegen die Ukraine sieht sich Europa großen Herausforderungen in Bezug auf seine Energieversorgung gegenüber, die zu den bestehenden Herausforderungen der Erreichung der Pariser Klimaziele hinzukommen. Der beschleunigte Ausbau erneuerbarer Energien bietet dabei eine große Chance, Preisrisiken durch Abhängigkeit von fossilen Ressourcen und deren Verknappung zu mindern, insbesondere da die gemeinsame Koordinierung der Energieinfrastrukturen in der Europäischen Union weiter voranschreitet. Zu den Prioritäten gehört dabei weiterhin, unter verschärften Bedingungen, die Gewährleistung der Versorgungssicherheit sowie das Vorantreiben der Energiewende auf dem Weg zu Klimaneutralität – unter der wichtigen Maßgabe, die Energiepreise für Haushalte bezahlbar und Unternehmen wettbewerbsfähig zu halten. Dieses Spannungsfeld gilt für alle Mitgliedsstaaten der EU gleichermaßen, damit unter schwierigen Bedingungen Klimaneutralität erreicht werden und Europa gleichzeitig ein attraktiver Wirtschaftsstandort bleiben kann. Die Energiekrise zeigte dabei, dass Abhängigkeiten von fossilen Ressourcen unkalkulierbare Kostenrisiken bergen. Garant für wirtschaftliche Resilienz ist eine enge Zusammenarbeit der europäischen Staaten sowie die deutsch-französische

franco-allemande sont garantes de notre résilience économique malgré leurs différents mix énergétiques. C'est dans cet esprit que s'inscrivent les travaux de l'Assemblée parlementaire franco-allemande.

Au cours des trois dernières années, il a été souligné une nouvelle fois et avec force que l'objectif de la souveraineté énergétique constituait un défi majeur pour l'Europe. Cela ne signifie pas que l'Europe doit devenir complètement autosuffisante s'agissant de sa production d'énergie. L'objectif est toutefois d'acquérir la maîtrise stratégique de la totalité de la chaîne de valeur de l'énergie tout en tenant compte des risques potentiels. Une partie des problèmes qui se sont manifestés de façon accrue lors de la crise de l'énergie tenait et tient encore en partie à la dépendance excessive et unilatérale vis-à-vis des importations d'énergies fossiles et de matières premières indispensables pour la transition énergétique. La souveraineté énergétique européenne vise dès lors, dans l'intérêt stratégique de l'Europe, une plus grande résilience en matière de production d'énergie mais aussi concernant les matières premières nécessaires à la production d'énergie, dans l'objectif d'accroître sans cesse la souveraineté dans le domaine de l'énergie. Pour ce faire, il convient de renforcer les efforts visant à garantir la base industrielle nécessaire sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'énergie, tant pour la production dans le cadre du mix énergétique de chaque pays que pour les investissements dans les infrastructures, y compris les infrastructures mises en réseau à l'échelle européenne. Il est important d'exploiter au maximum toutes les potentialités nationales, de créer des synergies, d'utiliser au mieux les potentialités de l'efficacité énergétique, de diversifier les importations de matières premières ainsi que de pratiquer une surveillance et une gestion stratégique fondée sur les risques des chaînes d'approvisionnement en matières premières indispensables. Tandis que les réseaux et les infrastructures énergétiques doivent être considérés à l'échelle européenne ou à une échelle la plus large possible pour accroître leur efficacité globale, le choix individuel du mix énergétique relève de la compétence nationale de chaque État, en fonction de l'histoire économique, des structures socioculturelles et des ressources naturelles de chaque société. La réalisation de l'objectif de souveraineté énergétique se joue dès lors au carrefour entre neutralité climatique, compétitivité des coûts et puissance économique et industrielle. L'Europe ne pourra avancer ensemble que si tous ces objectifs sont pris en compte dans la plus large mesure possible.

Zusammenarbeit – trotz bestehender Unterschiede in den Energiemixen. In dieser Linie stehen die Arbeiten der DFPV.

In den vergangenen drei Jahren ist erneut und eindringlich unterstrichen worden, dass das Ziel der Energiesouveränität eine zentrale Herausforderung für Europa darstellt. Das bedeutet nicht, dass Europa hinsichtlich seiner Energieerzeugung komplett autark werden sollte, sondern zielt auf die strategische Beherrschung der gesamten Energiewertschöpfungskette unter Berücksichtigung möglicher Risiken ab. Ein Teil der Probleme, die sich in der Energiekrise verstärkt gezeigt haben, bestand und besteht teils noch immer in der zu großen und einseitigen Abhängigkeit von fossilen Energieimporten sowie von Importen für die Energiewende unerlässlicher Rohstoffe. Europäische Energiesouveränität strebt daher aus strategischem Eigeninteresse nach einer größeren Resilienz in Fragen der Energieproduktion aber auch hinsichtlich der für die Energieerzeugung notwendigen Rohstoffe, mit dem Ziel einer stetig wachsenden Souveränität in Energiefragen. Dazu muss verstärkt auf die Sicherung einer notwendigen industriellen Grundlage in der gesamten Energiewertschöpfungskette hingewirkt werden, sowohl für die Energiegewinnung im Rahmen des jeweiligen Energiemixes jedes Landes als auch für die Investitionen in die – auch europäische vernetzte – Infrastruktur. Wichtig sind dabei die größtmögliche Nutzung aller heimischen Potentiale, die Hebung gemeinsamer Synergien, die maximale Nutzung der Potentiale von Energieeffizienz, die Diversifizierung von Rohstoffimporten sowie das Monitoring und strategisch-risikobasierte Management von Lieferketten notwendiger Rohstoffe. Während Energienetze und -infrastrukturen auf europäischer oder möglichst breiter Ebene betrachtet werden müssen, um die Effizienz insgesamt zu erhöhen, fällt die individuelle Wahl des Energiemixes in die nationale Zuständigkeit der jeweiligen Staaten, wobei die Wirtschaftsgeschichte, die soziokulturelle Struktur und die natürlichen Ressourcen der jeweiligen Gesellschaft eine Rolle spielen. Die Erreichung des Ziels der Energiesouveränität spielt sich dabei stets im Spannungsfeld zwischen Klimaneutralität, Kostenattraktivität sowie wirtschaftlicher und industrieller Stärke ab. Nur wenn alle diese Ziele größtmögliche Berücksichtigung finden, kann Europa gemeinsam vorankommen.

La France et l'Allemagne ont sur ces questions une responsabilité particulière en Europe. D'une part, il convient de continuer à développer la coopération bilatérale entre les deux pays à l'échelon transfrontalier et à l'échelon national. D'autre part, pour réussir au niveau européen, il est indispensable que les deux pays fassent avancer les processus européens et donnent des impulsions décisives pour une Union européenne de l'énergie en pleine expansion. Il ne s'agit pas ici d'une coopération exclusive, mais d'impulsions formulées dans un esprit d'ouverture permanente aux partenaires européens. En particulier, le format du triangle de Weimar avec la Pologne doit occuper une place prépondérante.

C'est ce que la France et l'Allemagne sont convenues dans le traité d'Aix-la-Chapelle et que leurs gouvernements ont rappelé plusieurs fois au niveau politique. Toutefois, des désaccords ont pu apparaître entre Paris et Berlin sur des questions importantes en matière d'énergie, et les deux pays se sont affrontés plusieurs fois ouvertement sur des questions de fond à l'échelon européen. Si de telles divergences ne sont pas une nouveauté dans la coopération franco-allemande, le caractère conflictuel de la relation observé ces dernières années restait malgré tout un motif de préoccupation. Les déclarations du Président de la République Emmanuel Macron et du nouveau Chancelier fédéral Friedrich Merz, à l'occasion de sa première venue à Paris dans ses nouvelles fonctions le 7 mai 2025, sont très encourageantes. En effet, ils ont mutuellement déclaré que « la France et l'Allemagne mettront en œuvre un réalignement de leurs politiques énergétiques, fondées sur la neutralité climatique, la compétitivité et la souveraineté », dans le but de « réduire les coûts de l'énergie et garantir la sécurité d'approvisionnement ». C'est donc un signal très positif, puisque si la coopération entre la France et l'Allemagne ne fonctionne pas sur ces questions-là, les potentialités de la souveraineté énergétique européenne pourront difficilement être exploitées. Il ne s'agit pas ici de se donner mutuellement des leçons ou d'uniformiser les politiques énergétiques en Europe. Les points communs de même que les différences d'approche entre les politiques énergétiques française et allemande doivent être respectés et utilisés pour rassembler toutes les potentialités sur le fondement de la solidarité européenne. C'est la seule façon de rendre l'Europe plus forte ensemble.

Cette solidarité se manifeste concrètement par la planification et la mise en œuvre conjointes d'investissements dans les infrastructures de transport, de

Deutschland und Frankreich kommt bei diesen Fragen in Europa eine besondere Verantwortung zu. Zum einen gilt es, die bilaterale Zusammenarbeit auf grenzüberschreitender und nationaler Ebene weiter auszubauen. Zum anderen ist es für das Gelingen auf Ebene der Europäischen Union unerlässlich, dass beide Länder gemeinsam europäische Prozesse vorantreiben und entscheidende Impulse für eine weiterwachsende Europäische Energieunion geben. Dabei geht es nicht um eine exklusive Zusammenarbeit, sondern um Impulse mit steter Offenheit für europäische Partner. Das Format des Weimarer Dreiecks mit Polen soll dabei eine zentrale Rolle spielen.

So haben es beide Staaten im Vertrag von Aachen vereinbart und beide Regierungen politisch mehrmals wiederholt. Dennoch waren Unstimmigkeiten in wichtigen Energiefragen zwischen Berlin und Paris oft zutage getreten und beide Länder sind auf europäischer Ebene mehrmals in offener Konfrontation in Sachfragen zueinander aufgetreten. Uneinigkeit in Bezug auf inhaltliche Fragen ist in der deutsch-französischen Zusammenarbeit kein Novum, dennoch gibt das konfliktgeprägte Verhältnis der letzten Jahre Anlass zur Sorge. Die Erklärungen des Präsidenten der Französischen Republik Emmanuel Macron und des neuen deutschen Bundeskanzlers Friedrich Merz bei dessen erstem Besuch in Paris am 7. Mai 2025 sind in dieser Hinsicht sehr ermutigend. Gemeinsam erklärten beide, dass „Frankreich und Deutschland eine Annäherung ihrer Energiepolitik anstreben, auf dem Fundament der Klimaneutralität, der Wettbewerbsfähigkeit und der Souveränität“, mit dem Ziel, „Energiekosten zu reduzieren und Versorgungssicherheit zu gewährleisten“. Dies ist ein sehr positives Signal, denn wenn die Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Frankreich in diesen Fragen nicht funktioniert, können die Potentiale europäischer Energiesouveränität kaum gehoben werden. Dabei geht es nicht um gegenseitige Belehrungen oder gar eine Vereinheitlichung der Energiepolitiken in Europa. Die Gemeinsamkeiten wie auch die unterschiedlichen Ansätze in der deutschen und französischen Energiepolitik müssen respektiert und genutzt werden, um auf dem Fundament europäischer Solidarität alle Potentiale zusammenzuführen. Nur so wird Europa gemeinsam stärker.

Diese Solidarität drückt sich konkret in der gemeinsamen Planung und Umsetzung von Investitionen in Transport-, Verteilungs- und Austauschinfrastrukturen, in der Kontinuität der Erklärungen von Präsident

distribution et d'échange, dans le droit fil de la déclaration du 7 mai 2025 du Président Emmanuel Macron et du Chancelier Friedrich Merz, « déterminés à réaliser des investissements efficaces dans les réseaux principaux », et non dans l'uniformisation des modes de production (mix énergétiques nationaux) ou des usages de consommation (responsabilité des citoyens et des entreprises).

La thématique de l'hydrogène revêt à cet égard une importance particulière pour la coopération des États membres et l'avenir de l'Europe comme site de production industrielle. L'hydrogène est considéré comme un élément manquant sur la voie de la neutralité climatique, notamment pour des pays industrialisés comme la France et l'Allemagne. Pour cette raison, la montée en puissance de l'économie de l'hydrogène et le développement d'infrastructures transfrontalières de l'hydrogène en Europe sont décisifs. Les canalisations transfrontalières d'hydrogène, par exemple les projets « mosaHYc » dans la Grande Région SaarLorLux et « RHYn Interco » entre le Bade-Wurtemberg et la région Grand Est, sont ainsi d'une importance cruciale. Enfin, l'hydrogène présente un grand potentiel pour le stockage de l'électricité et contribue ainsi dans une large mesure au maintien et à l'exploitation sûre des réseaux de transport et de distribution et s'accorde avec la poursuite du développement des énergies intermittentes.

La géothermie aussi est une source d'énergie renouvelable sur laquelle la France et l'Allemagne doivent miser si elles veulent optimiser leur bilan énergétique. En effet, l'énergie de la terre est une ressource encore trop peu exploitée, bien qu'inépuisable, largement disponible dans nos territoires et sûre.

En matière d'hydrogène et de géothermie, il est essentiel que la France et l'Allemagne coopèrent à un stade très précoce et qu'elles élaborent des stratégies franco-allemandes pour l'hydrogène et la géothermie ou qu'elles coordonnent leurs stratégies nationales pour ouvrir la voie à des stratégies européennes beaucoup plus agiles et opérationnelles qu'aujourd'hui. Le temps presse. Parmi ces projets importants figure également l'élaboration d'une stratégie commune pour poursuivre l'intégration des réseaux européens pour atteindre la neutralité climatique. Ces stratégies seront plus efficaces si elles sont conçues d'emblée de manière concertée et si elles s'appuient sur une base industrielle commune forte qui respecte le mix énergétique de chaque pays.

Emmanuel Macron und Bundeskanzler Friedrich Merz vom 7. Mai 2025 zur Realisierung „effizienter Investitionen in die wichtigsten Netze“, aus: Eine Vereinheitlichung der Erzeugungsarten (nationaler Energiemix) oder Verbrauchspraktiken (Verantwortlichkeiten der Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen) gehört nicht dazu.

Eine besondere Bedeutung für die Zusammenarbeit der Mitgliedsstaaten sowie den Industriestandort Europa kommt dem Thema Wasserstoff zu. Wasserstoff gilt als fehlende Komponente auf dem Weg zur Klimaneutralität, insbesondere für Industrienationen wie Deutschland und Frankreich. Aus diesem Grund sind der Hochlauf der Wasserstoffwirtschaft und der Ausbau der grenzüberschreitenden Wasserstoff-Infrastruktur in Europa entscheidend. Elementar sind dabei auch grenzüberschreitende Wasserstoffleitungen, wie sie beispielsweise mit den Projekten „mosaHYc“ in der Großregion SaarLorLux und „RHYn Interco“ zwischen Baden-Württemberg und Grand Est geplant sind. Schließlich birgt Wasserstoff ein großes Potenzial für die Speicherung von Strom und leistet somit auch einen wichtigen Beitrag zur Aufrechterhaltung und zum sicheren Betrieb der Übertragungs- und Verteilnetze und korrespondiert mit dem weiteren Ausbau von intermittierenden Energien.

Auch Geothermie ist eine erneuerbare Energiequelle, auf die Frankreich und Deutschland setzen müssen, wenn sie eine Optimierung ihrer Energiebilanz anstreben. Tatsächlich ist die Energie der Erde eine noch zu wenig genutzte Quelle, obwohl sie unerschöpflich, in unseren Gebieten weitgehend verfügbar und sicher ist.

Bei den Themen Wasserstoff und Geothermie ist es entscheidend, dass Frankreich und Deutschland sehr frühzeitig zusammenarbeiten und eine deutsch-französische Wasserstoffstrategie sowie eine deutsch-französische Geothermiestrategie bzw. eine Verzahnung der jeweiligen nationalen Strategien als Wegweiser für deutlich agilere und umsetzbarere europäische Strategien erarbeiten sollten. Die Zeit drängt. Zu diesen wichtigen Vorhaben zählt auch die Erarbeitung einer gemeinsamen Strategie zur weiteren Integration der europäischen Netze auf dem Weg zur Klimaneutralität. Es steigert die Effizienz, wenn Strategien von vornherein gemeinsam abgestimmt werden und auf einer gemeinsamen starken industriellen Grundlage beruhen, die den jeweiligen Energiemix jedes Landes respektiert.

C'est ce modèle de coopération rééquilibrée, renforcée et systématique que la France et l'Allemagne devraient privilégier pour renforcer une réelle souveraineté énergétique européenne.

En un mot : utilisons notre énergie franco-allemande pour faire avancer l'Europe !

Délibération

Considérant ce qui précède, l'Assemblée parlementaire franco-allemande salue :

— La déclaration franco-allemande de solidarité dans le domaine de l'énergie du 25 novembre 2022 et la solidarité concrète entre nos deux pays dans la phase aiguë de la crise énergétique de même que les efforts conjoints pour développer les énergies renouvelables et les technologies de stockage ;

— La mise en place rapide et adaptée aux besoins d'infrastructures destinées au gaz naturel liquéfié (GNL) en Allemagne, l'arrêt presque complet des importations de gaz russe à la suite de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et la diversification des importations de gaz provenant entre autres de pays africains ;

— Les efforts déployés en France, en Allemagne et en Europe pour accroître l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ;

— L'accord sur le règlement pour une industrie « zéro net » dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte vert européen ;

— La proposition de la Commission européenne (dont les détails doivent encore être discutés) de fixer un objectif climatique européen à l'horizon 2040, y compris les sous-objectifs nécessaires à cette fin.

Afin de continuer à progresser vers une Union européenne de l'énergie, l'Assemblée parlementaire franco-allemande invite le gouvernement français et le gouvernement fédéral allemand, dans le cadre de leurs objectifs budgétaires respectifs à :

— Élaborer des propositions franco-allemandes

Deutschland und Frankreich sollten auf dieses Modell einer neu ausbalancierten, gestärkten und systematischen Zusammenarbeit setzen, um eine echte europäische Energiesouveränität zu stärken.

Also: Nutzen wir unsere deutsch-französische Energie, um Europa voranzubringen!

Beschluss

Vor diesem Hintergrund begrüßt die DFPV:

1. die Deutsch-Französische Erklärung zur Energiesolidarität vom 25. November 2022 und die gelebte Solidarität zwischen unseren beiden Ländern in der akuten Energiekrise sowie die gemeinsamen Anstrengungen zum Ausbau erneuerbarer Energien und von Speichertechnologien,
2. den grundsätzlich zügigen und bedarfsgerechten Aufbau einer LNG-Infrastruktur in Deutschland sowie den nahezu vollständigen Ausstieg aus russischen Gasimporten infolge des Angriffskriegs Russlands gegen die Ukraine und die Diversifizierung der Gas-Importe, unter anderem aus afrikanischen Ländern,
3. die Anstrengungen in Deutschland, Frankreich und Europa zur Steigerung der Energieeffizienz und zur Einsparung von Energie,
4. die Einigung auf den Net Zero Industry Act im Rahmen der Umsetzung des European Green Deals und
5. den im Einzelnen noch zu beratenden Vorschlag der Europäischen Kommission zur Festschreibung eines europäischen Klimaziels 2040, inklusive der dafür notwendigen Unterziele.

Um auf dem Weg zu einer Europäischen Energieunion weiter voranzukommen, fordert die DFPV die französische Regierung und die Bundesregierung im Rahmen ihrer jeweiligen haushälterischen Vorgaben auf:

- I. deutsch-französische Vorschläge für eine gemeinsame europäische Wasserstoffstrategie so

pour une stratégie européenne commune de l'hydrogène dès que possible, afin de faire avancer ensemble la montée en puissance de l'économie de l'hydrogène à l'échelon européen. Ces propositions doivent être axées sur la poursuite de la stratégie pour l'hydrogène de l'Union européenne, l'accélération de la montée en puissance de l'hydrogène dans le cadre d'une alliance pour l'hydrogène franco-allemande et européenne, avec l'aide de la Banque européenne de l'hydrogène nouvellement créée, la production, à terme, d'hydrogène décarboné en Europe, pour une zone économique européenne climatiquement neutre, la mise en place d'un système uniforme de garantie d'origine à l'échelle européenne afin de permettre les échanges transfrontaliers ainsi que la garantie de capacités d'importation suffisantes et une interconnexion systématique des réseaux d'hydrogène. L'objectif est ici la montée en puissance de l'hydrogène vert le plus rapidement possible. En attendant d'y parvenir, nous sommes ouverts à différentes formes d'hydrogène bas carbone, en privilégiant l'hydrogène produit à partir d'énergies renouvelables ;

— Définir des impulsions communes pour une stratégie franco-allemande et européenne de promotion de la géothermie dès que possible et clarifier ensemble les questions afférentes en matière d'assurances ainsi que de règlement des sinistres, notamment dans le contexte transfrontalier ;

— Élaborer ensemble, dans le cadre du triangle de Weimar, des propositions pour une stratégie de renforcement de la coopération des gestionnaires de réseaux et exploiter au profit de tous les potentialités qui en découlent en matière d'économies et de sécurité énergétique accrue afin d'encourager les investissements dans les infrastructures de transport et d'échange d'électricité et de gaz visant à transformer les réseaux pour atteindre la neutralité climatique, tout en prenant note des recommandations du Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport d'électricité ;

— Mettre en œuvre de façon ambitieuse le processus d'avenir pour Fessenheim tel qu'il a été convenu, en tenant compte des résultats de l'étude de faisabilité d'Eucor axée sur le développement des énergies renouvelables, les réseaux électriques intelligents, le recyclage des batteries pour la mobilité électrique et la production d'hydrogène vert ;

schnell wie möglich zu erarbeiten, um gemeinsam den Hochlauf der Wasserstoffwirtschaft auf europäischer Ebene voranzutreiben. Dabei sollen eine Fortschreibung der Wasserstoff-Strategie der EU, die Beschleunigung des Wasserstoffhochlaufs unter Mithilfe der neu gegründeten Europäischen Wasserstoff-Bank im Rahmen einer deutsch-französischen und europäischen Wasserstoff-Allianz, die Erzeugung perspektivisch emissionsfreier Wasserstoffformen in Europa für einen klimaneutralen, europäischen Wirtschaftsstandort, die Einführung eines einheitlichen europaweiten Herkunftsnachweissystems, um grenzüberschreitenden bilanziellen Handel zu ermöglichen sowie die Sicherung ausreichender Importkapazitäten und eine konsequente grenzüberschreitende Verzahnung der jeweiligen Wasserstoffnetze im Mittelpunkt stehen. Ziel dabei ist der schnellstmögliche Hochlauf von grünem Wasserstoff. Auf dem Weg dahin sind wir offen für emissionsarme Wasserstoffarten, wobei Wasserstoff auf Basis erneuerbarer Energien Vorrang haben muss.

II. gemeinsame Impulse für eine deutsch-französische und europäische Strategie so schnell wie möglich zur Förderung der Geothermie zu entwickeln und damit einhergehende versicherungsrechtliche Fragen sowie Aspekte der Schadensregulierung, vor allem auch im grenzüberschreitenden Kontext, gemeinsam zu klären.

III. gemeinsam im Format des Weimarer-Dreiecks Vorschläge für eine Strategie zur Stärkung der Zusammenarbeit der Netzbetreiber zu erarbeiten und daraus resultierende Potentiale für Einsparungen und eine höhere Energiesicherheit für alle zu nutzen, um Investitionen in die Übertragungs- und Handelsinfrastruktur für Strom und Gase für die Transformation der Netze zur Klimaneutralität anzureizen und dabei die Empfehlungen des Europäischen Verbands der Übertragungsnetzbetreiber (ENTSO-E) zu beachten.

IV. den Zukunftsprozess Fessenheim wie vereinbart ambitioniert umzusetzen und die Ergebnisse der Eucor-Machbarkeitsstudie mit den Schwerpunkten Ausbau erneuerbarer Energien, intelligenten Stromnetzen, Recycling von Batterien für die Elektromobilität sowie Produktion von grünem Wasserstoff dabei zu berücksichtigen.

- Mettre enfin en œuvre les conclusions du Conseil des ministres franco-allemand du 22 janvier 2023 dans le domaine de l'énergie et notamment présenter les conclusions du groupe de travail franco-allemand sur l'hydrogène et continuer de faire avancer la construction de l'hydrogénéoduc H2Med ;
 - Ouvrir la voie à un accord franco-allemand au sens du règlement du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel (règlement (UE) 2017/1938) ;
 - Renforcer les échanges franco-allemands sur les questions énergétiques. Pour ce faire, il convient de relancer la coopération entre l'Agence de la transition écologique et l'agence allemande de l'énergie (Deutsche Energie-Agentur) dans le cadre de la « Plateforme énergétique franco-allemande » et de renforcer le travail de l'Office franco-allemand pour la transition énergétique. La « Plateforme énergétique franco-allemande » est chargée d'établir une stratégie pour l'intensification de la coopération franco-allemande en matière d'énergie aux niveaux bilatéral et européen. Il conviendrait également d'intensifier les échanges avec la Pologne avec la mise en place d'une « Plateforme du triangle de Weimar pour la transition énergétique » ;
 - Encourager l'élaboration de mesures pour la sécurité nucléaire et la lutte contre la prolifération et accompagner conjointement le développement de l'infrastructure de recherche sur le réacteur thermonucléaire expérimental international comme projet de recherche fondamentale ;
 - Continuer de promouvoir de manière intelligente le développement transfrontalier des réseaux européens, en portant une attention particulière aux interconnexions entre les réseaux d'électricité européens et en concevant le réseau d'hydrogène d'emblée à l'échelle européenne, conformément à la recommandation du Comité de coopération transfrontalière franco-allemand du 23 octobre 2023 ;
 - Travailler de manière ambitieuse à la mise en œuvre des objectifs européens de développement des énergies renouvelables portant leur part à 42,5 % de la consommation d'énergie à partir de 2030 ;
- V. die Ergebnisse des DFMR vom 22. Januar 2023 im Energiebereich endlich umzusetzen und insbesondere die Schlussfolgerungen der deutsch-französischen Arbeitsgruppe zum Thema Wasserstoff vorzulegen und den Ausbau der Pipeline H2 Med weiter voranzutreiben.
- VI. ein deutsch-französisches Abkommen im Sinne der SoS-Verordnung der EU (Verordnung (EU) 2017/1938 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2017 über Maßnahmen zur Gewährleistung der sicheren Gasversorgung) auf den Weg zu bringen.
- VII. den deutsch-französischen Austausch in Energiefragen zu stärken. Hierfür gilt es, die Zusammenarbeit zwischen ADEME und dena im Rahmen der „Deutsch-Französischen Energieplattform“ wieder zu beleben und die Arbeit des Deutsch-Französischen Büros für die Energiewende zu stärken. Zur Intensivierung der deutsch-französischen Zusammenarbeit in Energiefragen auf bilateraler und auf EU-Ebene wird die „Deutsch-Französische Energieplattform“ um Erarbeitung einer Strategie unter Berücksichtigung dieser Impulse gebeten. Auch die Intensivierung des Austauschs mit Polen sollte forciert werden, durch die Einrichtung einer „Energiewendeplattform Weimarer Dreieck“.
- VIII. die Erarbeitung von Maßnahmen für nukleare Sicherheit und Proliferationsresistenz voranzubringen und die Entwicklung der Forschungsinfrastruktur ITER als Projekt der Grundlagenforschung gemeinsam zu begleiten.
- IX. den Ausbau der europäischen Netze grenzüberschreitend und intelligent weiter voranzutreiben und dabei insbesondere Interkonnektoren zur Verzahnung der europäischen Stromnetze im Blick zu haben und das europäische Wasserstoff-Netz in Einklang mit den Empfehlungen des deutsch-französischen Ausschusses für grenzüberschreitende Zusammenarbeit vom 23. Oktober 2023 von vornherein europäisch zu konzipieren.
- X. ambitioniert an der Umsetzung der europäischen Ausbauziele für erneuerbare Energien von 42,5 % des Energieverbrauchs ab 2030 zu arbeiten.

— Faire avancer la gestion stratégique fondée sur les risques des chaînes d’approvisionnement en énergie et en matières premières indispensables à la transition énergétique, en tenir compte également dans les appels d’offres européens et s’engager pour que la sécurité publique et les risques géopolitiques liés aux chaînes d’approvisionnement soient davantage pris en compte dans les marchés publics et que le droit européen de la commande publique soit adapté en conséquence ;

— Poursuivre les avancées en matière de diversification des sources d’importation de gaz et d’hydrogène vert, développer de nouveaux partenariats, y compris avec des pays africains, et accompagner au niveau politique les efforts en ce sens des entreprises françaises et allemandes ;

— S’engager conjointement pour le renforcement de la compétitivité, de la résilience et du leadership technologique de l’industrie solaire européenne, en utilisant l’ensemble des possibilités offertes par le règlement pour une industrie « zéro net » et en s’appuyant sur la Charte solaire européenne. La diversification des approvisionnements en matières premières et leur recyclage, en appliquant de façon systématique le principe de l’économie circulaire, ainsi que les possibilités d’extraction locale jouent à cet égard un rôle important. Une approche fondée sur des consortiums industriels transfrontaliers (projets importants d’intérêt européen commun) dans le cadre de la stratégie industrielle de l’Union européenne, au sein de laquelle l’énergie solaire peut devenir un élément important, est en outre envisageable. Une telle stratégie requiert cependant l’existence d’acteurs et que les projets importants d’intérêt européen commun soient mis en œuvre de façon nettement plus rapide et avec moins de bureaucratie ;

— S’engager également pour un renforcement de la compétitivité et de la résilience de l’industrie éolienne européenne en s’appuyant sur le paquet sur l’énergie éolienne de la Commission européenne et le règlement pour une industrie « zéro net ». Il convient de prendre en considération l’ensemble de la chaîne de valeur, de diversifier les chaînes d’approvisionnement, d’accélérer et d’améliorer les procédures d’appel d’offres et d’autorisation, et de créer un cadre adapté. Outre les critères de prix, les normes de qualité, environnementales et sociales ainsi que les critères géostratégiques doivent trouver leur place dans les mesures de soutien et les appels d’offres ;

XI. ein strategisches und risikobasiertes Management der Lieferketten von Energieimporten und für die Energiewende unerlässlicher Rohstoffe voranzutreiben und diese auch bei europäischen Ausschreibungen zu berücksichtigen und sich dafür einzusetzen, dass bei öffentlichen Vergaben vermehrt Aspekte der öffentlichen Sicherheit und geopolitischer Lieferkettenrisiken berücksichtigt werden und das europäische Vergaberecht entsprechend anzupassen.

XII. die Diversifizierung der Importe von Gas und grünem Wasserstoff weiter voranzutreiben, neue Partnerschaften – auch mit afrikanischen Ländern – anzustreben und entsprechende Bemühungen von deutschen und französischen Unternehmen politisch zu flankieren.

XIII. sich gemeinsam für die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit, Resilienz und der Technologieführerschaft der europäischen Solarindustrie einzusetzen, die Möglichkeiten des Net Zero Industry Act dafür umfassend zu nutzen und auf der europäischen Solar-Charta aufzubauen. Dabei spielen auch die Diversifizierung des Rohstoffbezugs und die Wiederverwertung von Rohstoffen mit einer konsequenten Umsetzung des Kreislaufgedankens sowie mögliche heimische Förderungen eine große Rolle. Denkbar ist darüber hinaus auch ein Ansatz grenzüberschreitender Industrie-Konsortien (IPCEI) im Rahmen der Industriestrategie der Europäischen Union, in der Solar ein wichtiger Bestandteil werden kann. Eine solche Strategie setzt allerdings bestehende Akteure voraus und IPCEI müssen dafür in Zukunft auch weitaus zügiger und bürokratieärmer umgesetzt werden.

XIV. sich ebenso für eine Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und der Resilienz der europäischen Windkraft-Industrie einzusetzen und dabei auf dem Wind Power Package der EU-Kommission und dem Net Zero Industry Act zügig aufzubauen. Dabei gilt es, die gesamte Wertschöpfungskette in den Blick zu nehmen, Lieferketten zu diversifizieren, Ausschreibungs- und Genehmigungsverfahren zu beschleunigen und zu verbessern und passende Rahmenbedingungen zu schaffen. Neben Preiskriterien müssen auch Qualitäts-, Umwelt- und Sozialstandards sowie geostrategische Kriterien eine Rolle bei Fördermaßnahmen und Ausschreibungen spielen.

— Travailler au développement et à l'utilisation de systèmes de stockage de l'énergie qui répondent aux besoins réels et s'engager au niveau européen pour que ces systèmes soient pris en compte dans le soutien aux réseaux de transport transeuropéens ;

— Mettre en œuvre rapidement l'accord sur le règlement pour une industrie « zéro net » en tant que précurseur d'une réglementation européenne innovante, tournée vers l'efficacité et peu bureaucratique ;

— S'engager au niveau européen pour que la souveraineté énergétique soit davantage prise en compte dans la stratégie de politique étrangère de l'Union européenne en tant qu'objectif géostratégique, conformément à la stratégie énergétique extérieure de l'Union européenne (JOIN(2022) 23 final) ;

— Soutenir, en interaction avec la Commission européenne, la présentation d'une proposition législative visant à définir un objectif climatique européen pour 2040, tout en gardant à l'esprit la compétitivité économique et industrielle, continuer de renforcer l'approche technologiquement neutre, adapter en conséquence les plans climat nationaux, élaborer rapidement un cadre réglementaire pour une gestion industrielle du carbone, en utilisant également le potentiel des puits de carbone naturels (gestion du carbone), y compris pour les futures émissions résiduelles, et pour atteindre à terme des émissions négatives. Pour nous, l'évitement des émissions de dioxyde de carbone est prioritaire ;

— Tenir informés les députés français et allemands ainsi que l'Assemblée parlementaire franco-allemande et les associer précocement et complètement à toute avancée commune en matière de politique énergétique au niveau bilatéral ou européen.

XV. an der Entwicklung und dem Einsatz von Energiespeichern zu arbeiten, die dem tatsächlichen Bedarf entsprechen, und sich auf europäischer Ebene dafür einzusetzen, dass bei der Förderung transeuropäischer Übertragungsnetze Energiespeicher berücksichtigt werden können.

XVI. die Einigung zum Net Zero Industry Act als Vorreiter neuer, effizienzorientierter und bürokratiearmer Regelungen auf europäischer Ebene zügig umzusetzen.

XVII. sich auf europäischer Ebene dafür einzusetzen, dass Energiesouveränität als geostrategisches Ziel der EU im Einklang mit der EU-Energieaußenstrategie JOIN(2022) 23 final größere Berücksichtigung in ihrer außenpolitischen Strategie findet.

XVIII. im Austausch mit der EU-Kommission die Vorlage eines Legislativvorschlags für das europäische Klimaziel 2040 zu unterstützen, dabei die wirtschaftliche und industrielle Wettbewerbsfähigkeit im Blick zu behalten den geplanten technologieoffenen Ansatz weiter zu stärken, die nationalen Klimapläne entsprechend anzupassen und den regulatorischen Rahmen für ein industrielles Management des Kohlenstoffkreislaufs, auch im Zusammenspiel mit dem Potenzial der natürlichen Senken (Carbon Management), für auch zukünftig anfallende Restemissionen und zur Erreichung von Negativemissionen zügig zu erarbeiten. Die Vermeidung von CO₂ hat für uns Vorrang.

XIX. die deutschen und französischen Abgeordneten sowie die DFPV bei jeglichen gemeinsamen Fortschritten in der Energiepolitik auf bilateraler oder europäischer Ebene frühzeitig und umfassend zu informieren und einzubinden.

